



HAL
open science

**Mariette Sineau, La force du nombre. Femmes et
démocratie présidentielle. Éditions de l'Aube, La Tour
d'Aigues, 2008, 203 pages**

Marion Paoletti

► **To cite this version:**

Marion Paoletti. Mariette Sineau, La force du nombre. Femmes et démocratie présidentielle. Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2008, 203 pages. Travail, genre et sociétés, 2011, Sud-exploitées, 25, pp.202-205. 10.3917/tgs.025.0159 . halshs-00598772

HAL Id: halshs-00598772

<https://shs.hal.science/halshs-00598772>

Submitted on 11 May 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Mariette Sineau, *La force du nombre. Femmes et démocratie présidentielle*. Éditions de l'Aube, La Tour d'Aigues, 2008, 203 p.

A priori, l'élection présidentielle au suffrage universel direct, matrice de la V^e République depuis 1965, ne semble guère favorable aux femmes et à leur cause. Le présidentielisme à la française, en accentuant les dimensions de personnalisation du pouvoir, en donnant à voir, jusqu'en 2007 au deuxième tour, des combats singuliers d'homme à homme, en élevant au rang de mystique le charisme requis du chef, semble créer les conditions d'un « patriarcat institutionnel ». C'est tout le mérite du livre de Mariette Sineau que de lever cet *a priori* en faisant un tour exhaustif des sept élections présidentielles au suffrage universel direct, depuis 1965, à travers différents focus : les campagnes électorales et le portage des enjeux féministes, l'orientation du vote des Françaises, l'apprentissage politique en tant que conseillères à l'Élysée, les candidatures de femmes, pour témoigner jusqu'en 2002, en tant que présidentiable pour Ségolène Royal en 2007. Cette mise en perspective des élections présidentielles mobilisant de nombreuses données, notamment électorales, ou re-mettant en perspective des campagnes électorales bien connues, notamment la plus récente permet d'étayer une thèse ferme. C'est le système présidentiel qui a permis en France aux femmes d'entrer pleinement en politique alors qu'elles étaient encore en état de dépossession démocratique jusqu'en 1965. L'élection présidentielle au suffrage universel direct serait une chance pour les femmes.

Comment un changement constitutionnel produit-il de l'égalité entre les sexes ? Comment un mode de scrutin dont on sait qu'il est défavorable aux femmes se révèle-t-il dans les faits porteur de progrès ? Mariette Sineau ne déconnecte évidemment pas les campagnes et scrutins présidentiels des changements qui transforment la société en profondeur et les règles du jeu politique, notamment avec le développement de la communication politique appuyée sur les sondages. Mais il y a bien une logique propre et quasiment autonome à l'élection présidentielle : elle ouvre pour les femmes un débouché politique direct, court-circuitant les canaux habituels de la représentation politique, partis politiques et députés, si peu favorables aux femmes depuis 1958 et les débuts de la V^e République. L'entre soi masculin, dans les partis et au Parlement, a été jusqu'alors très peu favorable à la prise au sérieux des revendications de femmes. C'est cet entre soi que l'élection du président de la République au suffrage universel direct vient rompre d'autant plus sûrement qu'elle s'accompagne d'une nationalisation et d'une médiatisation des enjeux qui facilitent le travail de lobbying des associations auprès des candidats. Les enjeux « femmes » deviennent visibles et les candidats quels qu'ils soient ne peuvent les ignorer quand les femmes représentent plus de 50 % de l'électorat. C'est bien cette force du nombre (qui donne son titre à l'ouvrage) qui modifiera la stratégie des candidats. Dès la présidentielle de 1965, relève Mariette Sineau, les droits des femmes sont mis au centre des programmes et des discours et deviennent un enjeu majeur entre les gaullistes au pouvoir et la gauche d'opposition (p. 32). S'il est habituel de considérer l'année 1965 dans l'histoire des femmes comme année charnière, « année féministe » selon l'expression de Sylvie Chaperon, notamment parce que les baby-boomeuses ont pris le relais de la génération précédente en se revendiquant du féminisme, l'hypothèse suggérée par Mariette Sineau est plus iconoclaste ; la

première élection présidentielle a joué un rôle majeur (et pour l'instant sous-estimé) dans le réveil de la conscience féministe (p. 30).

Les élections présidentielles suivantes, tout aussi sensibles aux mouvements d'opinion, ont, selon la même logique, contribué en retour à structurer les mouvements et revendications féministes, les conduisant à préciser leurs revendications et à forger une identité « femmes ». Elles jouent bien alors comme un accélérateur du débat public sur la question des femmes. C'est particulièrement vrai en 1974, même si le MLF (Mouvement de libération des femmes) se méfie de la politique instituée, alors que le corps des femmes devient un enjeu politique. C'est non moins vrai en 1981, temps fort du lobbying féministe, ou encore en 1995, lorsqu'émerge la parité comme nouvel enjeu commun du féminisme. Toutefois, lorsque le mouvement féministe est en période de reflux comme en 1988 ou divisé comme en 2002, les acteurs politiques de la campagne présidentielle peuvent être tentés d'oublier la question des femmes.

Si l'élection présidentielle se révèle favorable aux femmes, ce n'est pas seulement qu'elle constitue une formidable occasion de reconnaissance et de structuration des revendications féministes. C'est aussi que l'Élysée constituera, selon l'expression de Mariette Sineau, une « prépa » pour les femmes politiques à partir de 1974 et, qu'à l'ombre du monarque républicain, bien des femmes politiques, nommées à des postes de ministres, de collaboratrices dans les cabinets ou parachutées dans des circonscriptions, feront leur apprentissage politique avant de s'autonomiser à l'égard de l'autorité de nomination. La V^e République a ainsi permis une modalité particulière de professionnalisation politique pour un nombre restreint de femmes. « La féminisation de la politique – loin d'être le fruit d'une pratique collective débattue démocratiquement – a résulté de la décision personnelle d'un homme tout puissant, le président de la République qui, suivant un modèle monarchique, a usé de façon arbitraire de son pouvoir de nomination pour placer des femmes à des postes d'autorité » (p. 93).

L'image virile du pouvoir, le monopole masculin sur la politique, le combat des chefs que donne à voir l'élection présidentielle, n'empêchent pas que cette élection soit *in fine* favorable à la cause des femmes. Mariette Sineau rappelle des données de sondages : en 1974, 69 % des Français interviewés se déclarent opposés à ce qu'une femme devienne présidente de la République (SOFRES), en 2005, 85 % se disent prêts à élire une femme présidente de la République (BVA). On mesure mieux, à l'aune de ces données, ce que la candidature d'Arlette Laguiller pour Lutte Ouvrière en 1974 a de remarquable alors que les élections antérieures de 1965 et 1969 s'étaient déroulées exclusivement entre acteurs de sexe masculin. Et combien les candidatures de femmes aux élections ultérieures, qui ont pu être tenues pour négligeables, notamment dans le traitement médiatique des campagnes, ne sont pas insignifiantes et ont probablement participé à rendre possible, à côté de bien d'autres facteurs, la candidature de Ségolène Royal en position éligible à l'élection présidentielle de 2007. Chacune des candidates, avant 2007, a voulu témoigner pour une cause en utilisant la fonction tribunicienne du scrutin présidentiel dans le cadre de campagne électorale que Mariette Sineau restitue et analyse : Les six candidatures d'Arlette Laguiller pour Lutte Ouvrière, la candidature d'Huguette Bouchardeau pour le PSU (Parti socialiste unifié) et celle de Marie-France Garraud en 1981, celle de Dominique Voynet en 1995 et celles de Christine Boutin, Corinne Lepage, Christiane Taubira en 2002.

En toute logique, Mariette Sineau consacre un chapitre à la désignation de Ségolène Royal comme candidate du Parti socialiste en 2007 et à sa campagne face à Nicolas Sarkozy, et c'est peut-être sur ce point qu'elle est la moins novatrice, le chapitre ayant vraisemblablement été écrit « à chaud » et dans le flux des nombreux commentaires. Elle rappelle que Ségolène Royal doit probablement son investiture au fait d'être atypique au regard des canons qui font un présidentiable (elle n'est pas la première secrétaire du Parti, c'est une femme) dans un contexte de crise de la démocratie représentative et du leadership au sein du Parti socialiste. Mariette Sineau souligne que « si la présence de Ségolène Royal a mis à nu la virilité, masquée ou surjouée, des hommes politiques, si elle a servi de détonateur à l'antiféminisme du milieu, la candidate socialiste n'a pas pour autant provoqué une dynamique d'union des femmes de gauche » (p. 146). Il faut dire que « Le pacte présidentiel » de Ségolène Royal ne prévoyait aucune mesure s'adressant en propre aux femmes. Cette division des femmes et des féministes à l'égard de la candidature de Ségolène Royal rend d'autant plus précieuses les analyses électorales que livre Mariette Sineau.

Car si l'auteure s'intéresse aux dynamiques des campagnes présidentielles et à ses principaux acteurs, c'est une spécialiste des analyses électorales – et en particulier du vote féminin – et elle saisit l'occasion de ce livre pour mobiliser des résultats d'études sur le vote des électrices ordinaires lors des campagnes présidentielles. Le vote des Françaises entre 1962 et 2002 fait l'objet d'un chapitre synthétique retraçant leur évolution du « surgaulisme » au « surmitterrandisme », le genre n'étant plus à partir de 1995 un déterminant majeur de l'orientation gauche-droite du vote, mais restant prédictif de la probabilité de voter ou non en faveur de Jean-Marie Le Pen. Le vote de 2007 fait l'objet d'un chapitre distinct à travers une question principale : Pourquoi « Ségolène Royal n'a pas su transformer sa logique de popularité en logique électorale ? » (p. 157). Au premier comme au second tour, l'orientation gauche-droite ne varie pas selon le genre. Le « *gender generation gap* » contribue à éclairer la défaite de Ségolène Royal en 2007. Si Nicolas Sarkozy est le favori des femmes âgées et peu diplômées, son électorat se caractérise par un grand syncrétisme d'un point de vue social, allant des classes populaires aux classes aisées, alors que Ségolène Royal est la favorite des jeunes femmes, surtout celles qui sont diplômées et insérées. Il n'y a pas eu de survote des femmes en faveur de Ségolène Royal.

Si les hommes conservent le monopole du titre de président de la République, l'ouvrage de Mariette Sineau, à travers le traitement de toutes les facettes de l'élection présidentielle à la française, en transforme radicalement la vision routinière. Le présidentielisme à la française constituerait « une chance pour les femmes ». Si on voit bien à travers ce livre comment cette élection maîtresse de la V^e République, réglée par la personnalisation, la médiatisation, la spectacularisation, et la production d'une « opinion publique », peut être favorable à la structuration et la visibilisation de revendications (pas seulement féministes, pensons à la sécurité...), on voit sans doute moins combien cette même élection, qui réduit la démocratie à l'exercice solitaire du pouvoir, peut aller à l'encontre d'un projet politique féministe fondé sur la participation active des citoyens et la valorisation de la citoyenneté tel que défendu, par exemple, par Mary Diez. Un autre rapport à la démocratie est probablement impossible tant que l'élection présidentielle de la V^e République continue de produire ses effets, et même si les

femmes en général et des femmes en particulier ont su tirer leur épingle du jeu présidentiel, sans doute est-il excessif de considérer cette élection comme une « chance » pour les femmes.

Marion Paoletti

Université Montesquieu-Bordeaux IV